

Togo : Des 'détenus politiques' en difficulté selon un comité



[Le Comité de libération de tous les « détenus politiques »](#) du Togo alerte sur la détérioration de l'état de santé de certains partisans de l'opposition dans les pénitenciers. Pour Prof David Ekoue et ses collègues, [Kpatcha Gnassingbe](#) et 3 autres détenus politiques sont actuellement à l'agonie et risquent d'augmenter le chiffre de décès enregistré ces derniers mois en prison. Le comité en appelle à la mobilisation urgente et générale de toutes les forces démocratiques pour éviter le pire.

Devant la presse jeudi à Lomé, le Comité a révélé que 4 détenus politiques présentent un état clinique très inquiétant et qui sont sur le point de passer la vie à trépas si rien

n'est fait.

Sur la liste on retrouve Mehiouwa Leyla Nambea épouse Tagba. Femme mariée née le 12 octobre 1986, mère de 3 filles, arrêtée le 18 décembre 2019 alors qu'elle allaitait encore sa 3è fille, un bébé de 7 mois. Le 18 juin prochain elle aura bouclé 18 mois à la prison.

Asthmatique, Mme Nambea-Tagba a anormalement pris du poids. Elle souffre selon sa famille, d'hypertension artérielle mal suivie et de difficultés respiratoires aiguës évoluant en multiples crises d'étouffement.

Le 2è infortuné est Souleman Sakibou Akossi, né en 1991 à Boulohou arrêté le 26 janvier 2020 à Davié alors qu'il voyageait dans un club de 15 places. Menuisier de son état, père de 5 enfants, le sieur Akossi est actuellement gravement malade et hospitalisé au CHU où il souffrirait d'un début de démence –folie- depuis quelques mois.

La 3è personne, Arimiaou Ouro-Adjana est le né en 1998 à Souroukou, plombier-électricien célibataire sans enfants. Arrêté le 26 janvier 2020, il est actuellement gravement malade et hospitalisé au cabanon du CHU Sylvanus Olympio.

Le dernier, Kpatcha Gnassingbe, demi-frère du président de la République en détention depuis plus de 12 ans. Il est très malade avec un risque d'amputation de jambe.

« Tous souffrent d'un mal identique qui les gonfle et les rend méconnaissables par les familles », a résumé le Comité.

Appelle à la mobilisation pour sauver les détenus

Face à la situation, il en appelle à la mobilisation urgente et générale de l'opinion publique et de toutes les forces démocratiques pour sauver la vie des détenus menacés de disparition.

Il est aussi question de se mobiliser pour enrayer « l'offensive d'intensification en cours et la vague répressive sur les droits et libertés inaliénables du peuple togolais ».

Le comité prévient que ce qui arrive actuellement à ces prisonniers politiques peut arriver à chaque citoyen encore libre de ses mouvements.

Plus d'une centaine de citoyens dans les geôles à cause de la politique.

A en croire Pyramide, une organisation qui lutte pour l'amélioration des conditions de détention au Togo, le pays enregistre actuellement 111 prisonniers politiques. La liste exhaustive de tous ces détenus ont fait objet d'un récent mémorandum du Comité de libération de tous les prisonniers politiques du Togo.

Le comité a révélé ce jour que 5 personnes détenues pour des raisons politiques sont décédées à la prison sans avoir été jugée ni condamnée. Toutes ont été arrêtées dans la nébuleuse affaire « Tigre Révolution ».

Notamment il s'agit de Mourane Tairou, Saibou Moussa, Alassani Issaka, Seybou Allilou et de Moutawakikou Ouro-Djifa.